

Retrait du Roundup chez Castorama ? Pas pour demain...

Par Christophe NOISETTE

Publié le 12/07/2013

Le collectif « Roundup non merci » [1] demande, comme son nom l'indique, aux enseignes comme Castorama, Gamm'Vert, etc. de ne plus vendre l'herbicide Roundup dans leurs magasins, considérant ce produit comme dangereux pour la santé et l'environnement [2]. Le collectif organise donc des « inspections citoyennes » dans les magasins, tente de discuter avec les directions, et sensibilise les clients à la problématique des herbicides.

Les actions en magasin ont commencé en 2012... Pour Castorama, un courrier avait été envoyé au préalable à la direction du groupe [3], demandant le remplacement de cet herbicide par d'autres produits « moins néfastes, par exemple le bicarbonate de soude », et indiquant que les directions des magasins contactées n'avaient pas répondu : « *c'est pourquoi nous prenons contact avec vous, avant d'envisager d'autres actions non-violentes dans vos magasins. Nous sommes naturellement dans une logique de dialogue* »... Mais apparemment, chez Castorama, dialoguer n'a pas le même sens...

Le 3 mai 2013, des militants se retrouvent à la Défense, à Paris, devant un magasin Castorama. Ils tractent et discutent tranquillement avec les passants... quand tout à coup, des vigiles les agressent. Ces derniers s'en prennent aussi à trois journalistes dont une caméra est détruite. Une plainte est déposée à l'encontre des vigiles mais aussi de l'enseigne, à titre de personne morale. « *Une telle violence à l'encontre de militants pacifiques est incompréhensible de la part de Castorama. Les vigiles sont-ils formés à frapper tout citoyen ou journaliste qui viendrait poser des questions dérangeantes sur la toxicité des produits vendus par cette enseigne ? Une chose est sûre : la campagne Roundup Non Merci ne fait que commencer chez Castorama* » a déclaré Rémi Filliau, porte-parole du collectif .

Rebelote. En juillet, une nouvelle action de sensibilisation des clients de Castorama tourne à la foire d'empoigne [4]. Comme le précise le collectif, « *pour la deuxième fois, mais plus gravement encore que la première fois, des militants ont été agressés par des vendeurs de Castorama sous les yeux de leur direction. [...] Une deuxième caméra vient d'être cassée, et quatre militants ont été brutalisés : strangulation, coup de poing, deux coups de boule, et de l'insecticide dans les yeux pour l'un d'entre eux* ». Des méthodes qui ne font qu'accroître la détermination des militants, convaincus qu'elles sont les signes de la faiblesse de Castorama qui n'a pas d'arguments sérieux pour vendre ces produits toxiques. Plus inquiétant, selon les militants, certains policiers ont tenté de convaincre les militants agressés de ne pas porter plainte... Ils auraient même, dans un premier

temps, refusé d'enregistrer une partie des plaintes, ce qui est illégal.

Notons que la mobilisation peut être plus « calme »... Lors de la manifestation contre Monsanto, le 22 mai, « *Les Faucheurs du département mais aussi ceux de la Loire ont ainsi vidé le rayon de Roundup du magasin Castorama de Bron* » [5]. De même une action à Brest, le 22 juin 2013, s'est déroulée sans heurts, même si le climat était tendu, pour ne pas dire hostile de la part du personnel et des vigiles.

Une pétition [6] a été signée par 34 717 personnes pour demander à Castorama de stopper la commercialisation du Roundup, mais l'enseigne continue à faire la sourde d'oreille... Le collectif rappelle que d'autres enseignes vendent aussi le Roundup, comme Leroy Merlin, Tridôme ou Jardiland.

[Castorama expulsé aussi](#)

En juillet 2011, une centaine de militants ont mené une action au Castorama d'Anglet pour manifester leur soutien à l'expulsion violente des Indignés de Bayonne. Au début du mois, précise le communiqué d'ATTAC [7], « *les forces de l'ordre sont venues expulser les Indignés de Bayonne de leur « maison du peuple », à Anglet, suite à une plainte de la maison mère de Castorama, dont la filiale Castorama Immobilier est propriétaire des locaux. Ce logement étant resté vide et non entretenu depuis plusieurs années, les Indignés de Bayonne l'avaient investi une semaine auparavant et avaient commencé des travaux de remise en état pour en faire une maison de la citoyenneté et poursuivre leur mouvement* ». Les militants, auto-rebaptisés les « Résignés » pour l'occasion, ont donc décidé d'utiliser l'ironie pour exprimer leur mécontentement. En scandant des slogans, comme « *Les logements c'est pas pour habiter, c'est pour spéculer* », ces « résignés » ont félicité Castorama. Ils ont ensuite été « expulsés » par des comparses, organisés en brigade de clowns. Les « Résignés » étaient composés de membres de l'alter-village d'Attac et de militants du Bizi.

[1] <http://www.roundup-non-merci.fr>

[2] Le Roundup est le principal herbicide de Monsanto, utilisé notamment sur 80% des plantes transgéniques cultivées « Roundup ready – RR » dans le monde

[3] Les actions de Castorama sont détenues à 66% par le groupe britannique Kingfisher qui possède aussi Brico Dépôt.

[4] http://www.dailymotion.com/video/x11t6ka_de-gentilles-abeilles-clowns-agressees-chez-castorama-roundup-non-merci_news#

[5] [Christophe NOISSETTE, « INTERNATIONAL - Plus de deux millions de citoyens dénoncent les OGM et Monsanto », Inf'OGM, 27 mai 2013](#)

[6] <http://www.change.org/fr/p%C3%A9titions/castorama-fr-reprenez-le-roundup-de-la-vente-pour-prot%C3%A9ger-vos-clients-bricolage-jardinage-2>

[7] <http://www.france.attac.org/articles/laltervillage-en-soutien-aux-indignes-de-bayonne>